

Accès aux médicaments et à la santé de qualité

Discours du Professeur Marc Gentilini

Colloque « Les faux médicaments : comment les combattre ? »

Palais Brongniart, 15 octobre 2010



© Stockbyte /Getty Images

Monsieur le Président,
Monsieur le Président de la Mutualité Française,
Monsieur le Ministre de la Santé du Gabon,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Grâce à l'initiative que vous avez prise, Monsieur le Président, la recherche de financements innovants - plus particulièrement la taxe sur les billets d'avion, en attendant peut-être celle sur les échanges bancaires - Unitaid, que préside avec efficacité Philippe Douste-Blazy, a vu le jour, et connaît un grand développement ; les esprits chagrins qui doutaient de son efficacité sont aujourd'hui contraints de reconnaître que la taxe Chirac est une réussite. Pourquoi ? Parce qu'elle permet de financer l'accès aux médicaments essentiels dans les pays les plus démunis, permettant en partie l'accès aux soins pour les exclus habituels des circuits sanitaires.

C'est un progrès fondamental qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et cela, nous vous le devons.

* * *

Des débats de cette matinée, riche en idées et en échanges, voulue par Jean-Pierre Davant, avec le concours de deux fondations, la Fondation Chirac et la Fondation Pierre Fabre, il ressort que nous devons réfléchir à trois nouveaux enjeux qui découlent des possibilités offertes par les financements innovants, et auxquels je vous propose de réfléchir ensemble.

D'abord, le médicament peut-il être considéré comme un produit marchand, une marchandise comme les autres ?

fondation
Chirac



agir au service de la paix

Ensuite, dans la société perverse qui est la nôtre, où l'argent est roi, comment des états fragiles peuvent-ils structurer et sécuriser le circuit du médicament dans le contexte politique que l'on connaît ?

Enfin, comment peut-on réduire le coût des médicaments afin que la simple quête de soins cesse d'être, pour des millions de proscrits, une démarche hors d'atteinte ou un geste dangereux, voire mortel.

* * *

Un médicament n'est pas un produit de consommation à proprement parler. Et l'on ne peut pas réduire la santé à un échange, argent contre remède.

Un faux médicament est un produit vendu à des patients de bonne foi. En surdose ou en sous-dose de principe actif, parfois toxique ou constitué d'additifs inattendus (plâtre, chaux, liquide réfrigérant, ...) ce faux médicament non seulement ne soigne pas mais il peut handicaper ou tuer. Il peut aussi contribuer à l'émergence de pharmaco-résistances, comme c'est déjà le cas, au Cambodge ou au Nigeria, contre la malaria. Voilà qui exclut de considérer le faux médicament comme une simple contrefaçon de sac à main mondain ou de montre à la mode. Tous nos interlocuteurs le savent bien.

Ce fléau de santé publique est de plus en plus sévère. Le trafic de faux médicaments a augmenté de 300 % entre 2007 et 2008, selon l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD), un partenaire de grande qualité. Ce trafic provoquerait, à lui seul, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le cinquième du million des victimes annuelles du paludisme, soit 200 000 morts chaque année.

La fraude produirait une somme annuelle de plus de 50 milliards d'euros, en toute impunité.

Les conséquences en santé publique, sont de plus en plus graves et complexes : elles impliquent pour les résoudre, le contrôle de qualité de médicaments, la mobilisation du système douanier, celle de la police, une réflexion sur l'insertion ou la désinsertion sociale des petits dealers de médicaments « pharmaciens du gazon, des marchés ou des rues », vendeurs à la sauvette, contraints de tuer pour survivre.

fondation
Chirac



agir au service de la paix

Enfin, le monde juridique et les décideurs politiques sont d'incontournables partenaires dans cette gouvernance du médicament qui doit faire la part du vrai et celle du faux.

Ce constat conduit à l'adoption d'une stratégie multidisciplinaire à tous les niveaux de décision, et à alerter à grande échelle les consommateurs, c'est-à-dire l'opinion publique dont la conversion seule pourra améliorer la situation et bannir les tueurs. A l'inverse d'une fausse Rolex, personne n'achèterait, pour lui ou son enfant, un faux médicament. Je veux tout particulièrement saluer Aline Plançon et la campagne Pangea 3, lancée par Interpol hier, et qui tient l'information du consommateur comme son objectif prioritaire. La perte de confiance dans le revendeur et le doute sur ces produits constituent un maillon important de la lutte contre ce trafic.

Dans le contexte sanitaire grave que l'on connaît, nous ne pouvons néanmoins ignorer la question de la structuration et de la sécurisation du circuit de distribution des médicaments.

Cette approche multidisciplinaire doit guider notre démarche à tous les niveaux. Monsieur le Président, vous le rappelez dans votre intervention devant le Conseil de l'Organisation Mondiale des Douanes, le 24 juin à Bruxelles : les douaniers ont la mission de « réaliser l'équilibre optimal, consistant à empêcher les médicaments criminels de franchir les frontières, sans porter préjudice au commerce légitime des médicaments licites et des génériques ». Voilà par exemple une tâche qui, je crois, ne peut se concevoir sans l'appui des professionnels de santé dans les officines et la gouvernance sanitaire des Etats.

L'Appel de Cotonou, lancé le 12 octobre 2009, engage tous les pays signataires à se saisir politiquement de ce nouveau trafic en plein essor et est promis à un développement durable si rien ne vient l'entraver. L'Appel de Cotonou, plaidoyer politique destiné à mobiliser les responsables, à valoriser les professionnels de santé, incite à mettre en place une gouvernance spécifique face à cette falsification dramatique. C'est en effet en réunissant autorités sanitaires, judiciaires, douanières, policières, que les gouvernements pourront orienter leur politique publique en matière de médicaments, dépister les falsificateurs et mettre un terme à leur trafic mortifère.

fondation
Chirac



agir au service de la paix

Cet Appel propose également, sur le plan technique, la mise en place systématique d'un laboratoire national de contrôle de qualité des médicaments, à l'image de celui que la Fondation Pierre Fabre a initié à Cotonou, il y a quelques années, et que la Fondation Chirac, avec elle, vient de renforcer. Ces laboratoires sont le plus sûr moyen de s'assurer que le marché officiel est sain. C'est aussi un outil qui peut confondre les « commerçants » du faux, trafiquants dévoyés et tueurs potentiels. Cette base scientifique est indispensable.

Mais l'enjeu n'est pas que national : les trafiquants ne connaissent pas les frontières. Ils sont eux aussi, à leur manière, des sans-frontiéristes. Ils contournent aisément les trois strates politique, économique et sanitaire que représentent le policier, le douanier et l'agent de santé. Nous devons porter le combat au niveau régional. En Afrique, les Etats, organisés en communautés économiques, devraient permettre la mise en place d'un grand laboratoire de contrôle de qualité, plus sophistiqué et œuvrant pour la sous-région concernée. Ce serait un bon début.

Les communautés économiques régionales, sont le meilleur niveau pour améliorer globalement la structure du circuit de distribution. La demande en médicament augmente : il faut que les normes de mise sur le marché des produits soient harmonisées. Les échanges augmentent : il faut que les codes des douanes soient harmonisés, et qu'ils permettent de contrôler le médicament à son entrée sur le territoire de la communauté.

Il faut, enfin, que les pouvoirs publics et les bailleurs de fonds internationaux consacrent l'argent nécessaire au financement de ces projets. L'achat de médicaments réclame dans le même temps la maîtrise des circuits de distribution.

Il faut, dans cet objectif, chère Michèle Rivasi, que le Parlement européen puisse, dans le nouveau cadre du Traité de Lisbonne, prendre toute sa part dans ces efforts, pour entraîner le Fonds européen de Développement (FED). Vous pouvez vous le savez, compter sur l'appui de Louis Michel, ancien Commissaire européen chargé du Développement et de l'Aide humanitaire, signataire lui-même de l'Appel de Cotonou.

Parallèlement à l'Union européenne, nous le savons, le Conseil de l'Europe a préparé une Convention, criminalisant le commerce de faux médicaments,

fondation
Chirac



agir au service de la paix

appelée MEDICRIME, ouverte à la signature de ses 47 Etats membres et au-delà, en mars 2011.

Mais, nous le savons, ces propositions ne peuvent ignorer l'impératif de réduction du coût des médicaments. Sans cela, en dépit des risques encourus pour leur santé, les populations les plus fragiles continueront à s'approvisionner dans la rue et sur les marchés.

Nous devons évidemment continuer à œuvrer pour baisser le coût des médicaments à la vente. Les initiatives, du Fonds mondial, du Fonds Gavi, de la Global Business Coalition sur le VIH/Sida, la tuberculose et la malaria facilitent puissamment le travail des centrales d'achat de médicaments.

Mais il nous faut, comme le recommande l'Appel de Cotonou, poursuivre et intensifier les efforts afin de développer l'offre de médicaments génériques, et l'étendre au plus grand nombre.

La réponse réside également dans l'essor de la fabrication de médicaments au plus près des enjeux. Avec Cinpharm, Célestin Tawamba nous donne l'exemple d'un entrepreneur qui a réussi à doter le Cameroun, par des partenariats et transferts de technologie innovants, d'une usine de fabrication de médicaments essentiels qui pourra je l'espère, satisfaire la demande du Cameroun et celle des Etats voisins.

La couverture sociale, enfin ! Je veux saluer le Président de la Mutualité française, M. Jean-Pierre Davant, qui montre aujourd'hui combien le combat et l'organisation mutualiste, sont concernés par la problématique des faux médicaments. Dans les pays en développement, la santé représente le deuxième poste de dépense d'un foyer, après l'alimentation. Le plus souvent, aucune couverture sociale et sanitaire n'est proposée aux populations.

Développer les systèmes de mutuelles, c'est diminuer le volume de ce poste. C'est l'assurance d'une prise en charge médicale vraie et la promesse d'un meilleur avenir.

fondation
Chirac



agir au service de la paix

Dans les mois à venir, plusieurs grands rendez-vous internationaux nous permettront de faire progresser notre projet. A coup sûr, le Sommet de la Francophonie en Suisse, à Montreux le 22 octobre et les Journées européennes du Développement à Bruxelles les 6 et 7 décembre. Peut-être le G20 de 2011 en France, sera-t-il l'occasion d'un travail commun avec nos collègues des pays émergents sur ce thème ravageur des faux médicaments.

Avec l'espoir aussi, que bientôt, les Etats-membres de l'ONU mandatent leur Conseil économique et social, pour qu'il se saisisse des faux médicaments, et y apporte une réponse juridique adaptée, sous forme de Convention internationale. Et que la peine de mort encourue par les malades les plus pauvres soit abolie.

Je vous remercie.

fondation
Chirac



agir au service de la paix